

**ALGER**

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Il-faut-casser-les-monopoles-sur.html>

# « Il faut casser les monopoles sur les produits essentiels »

- Lutttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : lundi 10 janvier 2011

## **Description :**

Cet article a été rédigé le 8 mai 2008 pour Alger républicain, qui essayait d'aller au fond des problèmes pour montrer les graves dérives du pouvoir en matière économique et sociale, des dérives avec un contenu de classe certain. Ça explique aussi pourquoi Alger républicain est affamé comme le peuple, privé de publicité pas seulement par les barons et les monopoles (de l'importation, de la production et de la distribution) mais aussi par ceux qui détiennent le monopole de répartition de la publicité des entreprises publiques et des organes de l'État...

---

par Redouane Mimouni

In Alger républicain

8 mai 2008

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

## **Les dessous des pénuries et de la flambée des prix.**

### **Il faut casser les monopoles sur les produits essentiels.**

Tout père ou toute mère de famille aura remarqué la hausse vertigineuse des prix sur les produits essentiels, vitaux et de première nécessité et la pénurie pour certains autres : huile, café, lait, céréales, légumes secs, fruits et légumes de saison, mêmes les médicaments sont de la partie, comme d'ailleurs les matériaux de construction (ciment et rond à béton notamment).

Il est vrai que cette situation est liée en partie à la conjoncture mondiale (spéculation et dictats des monopoles capitalistes mondiaux) qui risque d'entraîner dans la famine des dizaines de millions d'êtres humains supplémentaires. Mais il est vrai aussi que cette situation trouve sa source aussi chez nous. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir. Le slogan creux de l'autosuffisance alimentaire (certains iront jusqu'à parler d'autosatisfaction) a pris l'eau de toute part au point où l'on n'arrive plus à fournir aux consommateurs la pomme de terre à des prix raisonnables. On a endormi le peuple avec les fameux plans agricoles et le PNDRA (fonds nationale de régulation et de développement agricole). Des centaines de milliards de dinars ont été déversés sur le secteur sans résultats notables et les scandales de plus en plus gros et de plus en plus nombreux éclatent enfin. Le ministre de l'Agriculture a essayé de minimiser ces scandales, devant le Conseil de la Nation, le 3 avril « les malversations et détournements de fonds...ne représentent que 2 à 2,5%. Soit des tricheries qui ne concernent que des montants minimes (de 5 à 20 millions de centime) ».

On connaît le scandale de la CGA qui a éclaboussé d'importantes personnalités publiques, on suit avec intérêt le procès de cadres supérieurs de l'OAIC et du patron de la semoulerie industrielle de la Mitidja (SIM) devant le tribunal d'El Affroun, scandale portant sur plusieurs milliards de centimes.

Plus terre à terre, cette information, près de 1171 décisions d'attributions de subventions au titre du PNDRA (sur un total de 5256 décisions délivrées depuis le lancement du Fonds en 2000) ont été annulées. Mais attention, les bénéficiaires ont touché et dépensé la cagnotte et ce n'est que maintenant que pourraient être intenté des actions en justice pour la récupération du montant des subventions accordées ! Et si on faisait un bilan pour les 48 wilayas on arriverait à quel nombre d'annulation de décisions et pour quel montant famineux ?

### **Les barons du médicament sont là !**

Nous savons que la sécurité sociale est littéralement « détroussée », comme nous l'écrivions dans notre précédente édition, par les barons du médicament « les grands laboratoires mondiaux de médicaments et leurs représentants pompent honteusement les ressources des caisses : les dépenses pour les médicaments ont atteint 54 milliards pour 2006 et 60 milliards pour 2007 ». Les malades démunis ne peuvent plus acheter de médicament et ce soigner. La facture risque de passer à 1,2 milliards de dollars, avertissent les professionnels qui ajoutent « une telle hausse de la facture devrait généralement signifier que la population a doublé » en un an ! Silence total des autorités pour qui tout va bien !

Le syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO) lance un appel pour faire face aux pénuries, aux hausses des prix inconsidérées, à la déstabilisation du marché, derrière lesquels se trouvent disent-ils « les barons du médicament ». Il demande aux pouvoirs publics d'intervenir pour réguler le marché qui est livré à lui-même. On se rappelle que Sidal avait lancé l'alerte concernant le quasi sabotage de la production nationale de médicaments, notamment du générique.

### **Les barons de l'huile ou les « huiles » de l'agroalimentaire**

Au cours des derniers mois le prix de l'huile a doublé. Ce produit essentiel dans la cuisine est devenu un produit de luxe. A ce niveau nous avons aussi affaire à un monopole au niveau de la production exercé par trois ou quatre producteurs, et Cevital parle du contrôle, par son groupe de 70% de la production locale et que sa production est égale à 110% des besoins du marché local.

Du côté des pouvoirs publics on a observé encore un silence total. Des journalistes ont essayé de comprendre en interpellant le ministère du commerce, réponse « le ministère du Commerce n'a pas pour vocation d'intervenir sur les prix ». « Notre interlocuteur fera remarquer que l'Algérie ne peut prendre des dispositions qui vont à contresens de ses engagements internationaux tels que les négociations pour son adhésion ? l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). » « On ne peut pas dire à Rebrab de ne pas vendre son huile à 1000 DA. S'il dépose plainte à l'OMC, il aura gain de cause ». (El Watan du 10 mars). Et dire que nous n'avons pas encore adhéré à l'OMC ; Il a fallu l'extrême mansuétude du patron de Cévital pour que les prix de l'huile, qui avaient doublé il y a quelques semaines, « diminuent »... d'un DA par litre ! En répercutant ainsi, dit-il au consommateur une diminution du cours de la matière première sur le marché mondial.

Combien gagne Cévital sur un litre d'huile produit et sur un litre exporté ? Qui peut éclairer le pauvre citoyen algérien qui ne peut saisir l'OMC ? Il a fallu du temps pour que le gouvernement réagisse en annonçant la prochaine subvention des de l'huile de table, du lait en poudre, du concentré de tomate et des légumes secs. De même le gouvernement a soumis à l'APN un projet de loi relative à la concurrence qui fixe à 45% le seuil des parts de marché pour un opérateur. Les députés ont suggéré 40% ou 35%. Aux Etats-Unis ce taux est de 30% !

Entre une loi votée par l'APN et son application sur le terrain il y a un monde.

### **Les barons du ciment et du rond à béton sont parmi nous**

La pénurie et la flambée des prix du ciment et du rond à béton sur le marché interne persistent depuis des mois. Il y a des mains invisibles qui tirent les ficelles. Sur ces deux produits certains ont bâti des fortunes et d'autres monopoles. N'est-ce pas ? Justement deux hommes politiques pointent le doigt sur une multinationale qui contrôle la production et l'importation du rond à béton et indirectement le ciment.

Le Président du FNA a affirmé que l'existence d'une crise du ciment a été causée par Mittal Steel. Réfutant d'abord l'octroi « dans l'opacité totale » d'El Hadjar à la multinationale, Moussa Touati affirme que le manque de ciment de qualité est dû au fait que les déchets des hauts fourneaux (laitier) devant renforcer la qualité du ciment sont exportés vers l'étranger à raison de 0,5 dollar (soit 30 DA) la tonne et « le contrat ne concerne pas moins de 500 000 tonnes ». Il note que le prix de vente pour les entreprises algériennes est de 300 DA la tonne avec des quantités restreintes. Personne n'a osé parler encore d'exportation frauduleuse de devises pour ces prix allant de un à dix ! « Quel intérêt avons-nous à donner nos usines à des étrangers s'ils ne servent pas notre propre marché », s'interroge M. Touati qui y voit l'expression de l'absence de visibilité et de stratégie d'avenir. (El Watan du 2 avril)

### **Encore Mittal Steel**

Un ancien ministre des Finances, M. Benachenhou a donné fin avril à l'ISGP une conférence sur les problèmes économiques du pays. Lui aussi parlera de Mittal Steel. Il dira que « le potentiel de substitution aux importations est extrêmement important ». Il cite le rond à béton.

La production locale est évaluée à 400 000 tonnes et la consommation estimée à 2 millions de tonnes. « Le rond à

béton, ce n'est pas une technologie qui nous dépasse. », relevant le manque d'acier en quantité suffisante. Paradoxalement, l'Algérie a une capacité de laminage de 1,5 million de tonnes à l'arrêt. « Pendant ce temps nous continuons à importer du rond à béton ». Pourquoi, s'interroge-t-il ? « Parce que nous n'avons pas assez suivi la post-privatisation d'El Hadjar. Nous avons vendu 70% du capital à M. Mittal, et puis nous l'avons oublié et quand vous l'oubliez il fait ce qu'il veut. Mittal n'a pas été suivi. Du coup nous manquons d'acier et M. Mittal importe du rond alors qu'il y a des laminoirs pour 1,5 million de tonnes. Qu'ont fait les administrateurs algériens pour tirer la sonnette d'alarme ? » Conclut-il. (Liberté du 30 avril)

Il est important de signaler cette intervention de l'ex ministre des Finances.

Enfin pour une fois Alger Républicain n'est pas la mouche du coche et souvent seul à dévoiler cette grave affaire de Mittal Steel. M. Benachennou aurait pu et du poser, en son temps, la dernière question à son collègue en charge du dossier, c'est-à-dire l'actuel ministre de l'industrie qui s'est plus occupé de privatisations ratées que d'investissements industriels alors qu'il se targue de piloter l'élaboration d'une stratégie industrielle nationale. Les accords de cession de 70% des actions d'El Hadjar faisaient obligation au repreneur d'atteindre les capacités de production contractuelles. Après le bilan de cinq ans d'activité personne au pouvoir n'a exigé de Mittal Steel de payer les millions de dollars d'indemnisation dus à l'Algérie, pour manque à gagner.

Nous sommes partis des préoccupations des citoyens qui ont constaté une agression sans pareille contre leur pouvoir d'achat et leur vie de tous les jours, et petit à petit nous avons été happés par l'appétit sans pitié des monopoles et spéculateurs internes et externes, les fruits amers des privatisations catastrophiques, l'absence d'investissement productifs et la fuite en avant des partisans du libéralisme débridé, du désengagement de l'Etat de la sphère productive. (Si les capacités de production de l'ENCG (entreprise publique des corps gras) avaient été protégées et développées, jamais Cevital n'aurait établi sa domination insupportable sur l'économie et les consommateurs.)

C'est à toutes ces dérives qu'il faudra s'attaquer. Du pain sur la planche pour tous ceux et celles qui refusent de se rendre !

**Redouane Mimouni**

**In Alger républicain**

**8 mai 2008**